



## Évaluation Rapide de Protection

### Cercle d'Ansongo, communes de Bara, Ouatagouna, Tin-Hama, Talataye, Tessit

	<b>Dernière mise à jour</b>	11/01/2021
	<b>Dates de l'ERP</b>	Du 08 au 11 janvier 2021
	<b>Localités affectées</b>	Cercle d'Ansongo, commune de Bara, commune de Ouatagouna, commune de Talataye, commune de Tessit et la commune de Tinahama. La ville d'Ansongo a accueilli des personnes en situation de déplacement forcé (PDI) à la suite des assassinats, des enlèvements, des agressions physiques et sexuelle, des menaces et vol de bétails. Les PDI entre autres ont quitté plusieurs localités de ces différentes communes : Tamakaza et Tinazin pour la commune de Ouatagouna ; Indelimane et Talataye village pour la commune de Talataye, Adarnamel pour la commune de Bara ; Tarajaba, Inamassor et Inahangal pour la commune de Tessit ; Tina-Hama village et Intigart.
	<b>Populations affectées</b>	<p>A la clôture de l'évaluation, les données disponibles se présentent comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ PDI de la commune de Bara : <b>130 ménages soit 780 personnes dont 406 femmes, 182 hommes, 99 filles et 93 garçons</b></li> <li>▪ PDI de la commune de Ouatagouna : <b>260 ménages soit 1560 personnes dont 711 femmes, 333 hommes, 178 filles et 155 garçons</b></li> <li>▪ PDI de la commune de Tin-Hama : <b>52 ménages soit 312 personnes dont 109 femmes, 99 hommes, 78 filles et 26 garçons</b></li> <li>▪ PDI de la commune de Talataye : <b>103 ménages soit 618 personnes dont 306 femmes, 201 hommes, 65 filles et 46 garçons</b></li> <li>▪ PDI d'Intigart : <b>329 ménages soit 1974 personnes dont 992 femmes, 563 hommes, 301 filles et 118 garçons</b></li> <li>▪ PDI de la commune de Tessit : <b>320 ménages Soit 1920 personnes dont 998 femmes, 589 hommes, 216 filles et 187 garçons</b></li> </ul> <p><b>Au total 1194 ménages soit 7164 personnes</b> ont été recensés par l'équipe de l'ERP en collaboration avec les autorités pendant la période de déroulement de l'évaluation de protection.</p>
	<b>Déclencheur de l'ERP</b>	<p>Les raisons du déclenchement de l'ERP sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Plaidoyer des autorités des dites communes auprès des humanitaires, à la suite de ce déplacement massif de populations vers Ansongo,</li> <li>▪ Dégradation de la situation sécuritaire (violences physiques et harcèlement sexuelle, attaque</li> </ul>

		<p>ciblée, menaces, vol de bétails, extorsions et assassinats) dans les communes de : Ouatagouna, Tin-Hama, Talataye, Tessit, Intigart et Bara.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Menaces contre les populations civiles par des hommes armés présumés appartenant à des groupes armés opérant dans lesdites zones,</li> <li>▪ Mouvement des populations en provenance de plusieurs communes vers Ansongo</li> </ul> <p>En termes d'acteurs, les agents et points focaux de AMSS en collaboration avec les autorités ont donné l'alerte aux différentes bases.</p>				
	<b>Méthodologie</b>	<p>Une équipe de quatre 4 agents de terrain y compris les points focaux basés à Ansongo ont été mobilisés et formés sur les outils de collecte de données de protection à utiliser dans le cadre de l'évaluation, il s'agit des outils élaborés par le cluster de protection.</p> <p>Déployée à Ansongo, l'équipe a procédé à des focus groupes, interviews des informateurs clés et des observations ciblant des principaux profils de population en situation de déplacement forcé.</p> <p>Au total, au cours de cette évaluation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 03 séances de discussions en focus groupes en tenant compte des critères en statut, âge, genre. En somme <b>119 personnes déplacées</b> ont été touchées.</li> <li>• 12 entretiens individuels avec des informateurs clés.</li> <li>• 3 exercices d'observations ont été menés par l'équipe.</li> </ul>				
	<b>Résumé des problèmes rapportés</b>	Insécurité en dehors de la localité d'Ansongo ville et des violations comme : vol de bétails, extorsion, assassinats ciblés menace d'attaque et coups et blessures au niveau des communes de provenance de ces déplacés	Cas d'enlèvement de personnes	Taux élevé d'enfants déscolarisés /non scolarisés depuis plus de 4 ans	Accès très limité aux services sociaux de base notamment santé ; Wash, Éducation, Abris	Faible niveau de documentation, taux élevé des personnes victimes d'atteintes psychologiques ou en état de détresse et non prise en charge des PBS
	<b>Résumé de la situation et recommandations au Cluster Protection</b>	<p><b>Présentation du contexte général de l'alerte qui a déclenchée l'ERP.</b></p> <p>Dans le cercle d'Ansongo, Commune de Bara, Talataye, Ouatagouna, Tessit et Tina- Hama : Les assassinats, vol de bétails, attaques de village, menaces, enlèvement de personnes et extorsions à répétition ont provoqué les déplacements massifs des populations vers Ansongo. Ces déplacés ne sont pas tous arrivés en même temps.</p> <p>La date d'arrivée des déplacés de Talataye est le 09/12/2020 à Ansongo, du 06/12/2020 au 08/01/2021 pour les déplacés de Ouatagouna, Le 17/12/2020 pour les déplacés de Tin-Hama et le 22/12/2020 pour ceux de Bara. Plusieurs violations ont été enregistrées par les agents de terrain entre autres des</p>				

		<p>agressions physiques et sexuelles, des assassinats, des enlèvements, des vols de bétails et extorsions surviennent contre les populations civiles de ces différentes communes. Il est à noter que les déplacés continuent toujours d'arriver en provenance de ces communes et parmi les informateurs clés enquêtés d'autres ont évoqué qu'un ultimatum aurait été donné aux populations civiles de quitter leurs localités ainsi que des menaces d'exécution à chaque passage de l'armée régulière dans ces localités.</p> <p>Face à ce mouvement continu de population dans ces localités, l'ONG AMSS a dépêché une mission d'évaluation rapide de protection, initiée par l'UNHCR et le cluster de protection pour évaluer le profil des personnes en déplacement, l'ampleur du mouvement et les besoins de protection des communautés présentes à Ansongo.</p> <p><b>Présentation/description du site de l'ERP</b></p> <p>L'évaluation de protection a été réalisée dans la commune d'Ansongo, la localité a été désignée par les autorités locales comme principale zone d'accueil des PDI.</p> <p>Sur le site la plupart des personnes en déplacement vivent dans des familles d'accueil, structure administrative (Hydraulique) et d'autres en location.</p> <p><b>Résumé des résultats principaux de l'ERP et des recommandations principales</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Procéder à l'évaluation des besoins et l'enregistrement effectif des PDI, dans cette zone.</li> <li>- Renforcement de la sécurité dans la commune d'Ansongo et ses alentours.</li> <li>- Développer des programmes d'appui psychosocial pour les personnes déplacées et membres de la communauté hôte dans le besoin.</li> <li>- Prévenir les VGB et renforcer la cohésion sociale.</li> </ul>					
	<b>Sévérité de la situation</b>	<table border="1" style="width: 100%; text-align: center;"> <tr> <td style="width: 25%; background-color: #4a86e8; color: white;">1</td> <td style="width: 25%; background-color: #4caf50; color: white;">2</td> <td style="width: 25%; background-color: #ffc107; color: white;">3</td> <td style="width: 25%; background-color: #fd7e14; color: white;">4</td> <td style="width: 25%; background-color: #dc3545; color: white;">5</td> </tr> </table>	1	2	3	4	5
1	2	3	4	5			

Thème de Protection	Résultat	Commentaires	Recommandations
<b>Sécurité protection générale</b>		<p>80% des informateurs clés interrogés déclarent avoir quitté leur zone d'origine en raison d'un sentiment ou des faits d'insécurité à la suite de : assassinats ciblés, vols de bétails, menaces d'exécution et agressions physiques et sexuelles dans leurs zones de provenance.</p> <p>100% des informateurs clés indiquent qu'il n'y a pas</p>	<p><b>A l'endroit des autorités politiques, administratives et des partenaires</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Faciliter le retour effectif de forces armées sur toute l'étendue du territoire malien.</li> <li>- Multiplier les patrouilles et autres initiatives de sécurisation pour une meilleure protection physique des personnes et de leurs biens.</li> </ul>

		de forces régulières présentes dans leurs localités de provenance. A propos des groupes armés leur présence aurait été signalée dans toutes les localités d'où viennent ces personnes déplacées.	
<b>Mouvement de population</b>		<p>Les enquêteurs de l'ERP ont rencontré sur les sites visités des PDI et des membres de la communauté hôte. En des groupes sociolinguistiques les sites d'accueil étaient principalement habités par des songhaïs, des Tamasheqs, et des Daoussahak.</p> <p>Les populations déplacées ont été formellement enregistrées par la mission en collaboration avec les autorités locales, cela a permis de disposer de plusieurs listes totalisant 1194 ménages soit 7164 personnes.</p>	<p><b>A l'endroit des organisations humanitaires</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fournir un appui aux partenaires étatiques pour l'enregistrement effectif des PDI par la DRDSES afin d'obtenir un profilage plus précis et des données statistiques favorables à une meilleure gestion et réponse aux mouvements de population en cours.</li> </ul>
<b>Cohésion sociale</b>		<p>100 % des enquêtés indiquent que les interactions sont bonnes entre la communauté locale et les personnes déplacées. Ces derniers ont été accueillis dans un élan de solidarité par la communauté hôte.</p> <p>Au sujet des ressources, il convient de signaler que la pression sur les ressources en eau et en santé pourrait conduire à des tensions vu l'absence d'infrastructure et d'une capacité d'approvisionnement qui correspondent aux besoins actuels des différentes communautés.</p>	<p><b>A l'endroit des autorités administratives et politiques :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement de la cohésion sociale entre les différentes communautés dans les zones d'accueil à travers un discours et des initiatives concrètes d'inclusion.</li> </ul> <p><b>A l'endroit des organisations humanitaires :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer des programmes de prévention de la dégradation des relations intercommunautaires à moyen terme en lien avec l'exploitation des ressources naturelles notamment l'eau.</li> <li>- Multiplier les séances de sensibilisation sur la cohésion sociale.</li> </ul>
<b>Protection de l'enfance</b>		90% des personnes enquêtées affirment qu'il y a des enfants séparés ou non accompagnés (20 enfants à peu près) au sein des déplacés et que ces enfants ont besoin d'aide pour leur prise en charge. Au moment de l'ERP, 100% des enfants ne vont plus à l'école depuis plus de 04 ans.	<p><b>A l'endroit des organisations humanitaires :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer des solutions à l'éducation d'urgence en réponse aux besoins des enfants déscolarisés et non scolarisés.</li> <li>- Faciliter la réunification familiale des enfants séparés.</li> <li>- Développer des mécanismes de protection des enfants.</li> </ul>
<b>Violences basées sur le genre</b>		80% des informateurs clés ont indiqué que les femmes ne se sentent pas en sécurité hors de la commune d'Ansongo. Ces enquêtes ont situé à 3 le niveau de sécurité pour les femmes sur une échelle allant de 1 à 5.	<p><b>A l'endroit des autorités administratives et politiques :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place des mesures de prévention et mitigation des risques liés aux VGB sur les sites d'accueil.</li> </ul>

			<p><b>A l'endroit des organisations humanitaires :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer les services de réponses aux VGB et l'information des communautés sur les différents services existants à Ansongo et Gao.</li> <li>- Organiser des séances de sensibilisation sur les VBG au niveau des sites d'accueil.</li> </ul>
<b>Personnes à besoins spécifiques</b>		Les femmes, les filles, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap sont les quatre principaux groupes de personnes particulièrement exposées d'après plus de 90% des personnes interrogées	<p><b>A l'endroit des autorités administratives et politiques :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Procéder à l'identification des PBS dans le cadre de l'exercice d'enregistrement des PDI.</li> </ul> <p><b>A l'endroit des organisations humanitaires :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer des programmes de protection et d'assistance aux PBS en déplacement et au sein de la communauté d'accueil dont à peu près 149 personnes.</li> </ul>
<b>Ressenti psychologique</b>		Du point de vue psychologique, il ressort que les populations en déplacement ont été témoins des scènes de violences dans les zones de départs	<p><b>A l'endroit des organisations humanitaires :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer des programmes d'appui psychosocial et des soins en santé mentale pour les personnes en déplacement et membres de la communauté d'accueil dans le besoin.</li> </ul>
<b>Accès aux services de base</b>		A la période de la réalisation de cette évaluation, les personnes en déplacement ont indiqué avoir un accès très limité aux services sociaux de base à cause du cout	<p><b>A l'endroit des autorités administratives, politiques et les partenaires au développement :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer la mise en place des services sociaux de base accessible à toutes les couches sociales dans les zones d'accueil des PDI.</li> <li>- Faciliter l'accès aux services sociaux de bases notamment la santé.</li> </ul>
<b>Autres</b>		100% des personnes en déplacement enquêté ne souhaitent pas retourner sur les sites de départ compte tenu de la situation sécuritaire précaire qui y prévaut.	<p><b>A l'endroit des acteurs de protection et de l'Etat :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Consolider les initiatives de retour à la paix et à la sécurisation dans les régions du nord plus précisément dans le cercle d'Ansongo.</li> <li>- Identifier des zones pouvant offrir la protection et la sécurité à ces personnes déplacées.</li> </ul>